



**UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE
QUÉBÉCOIS
CONSULTATION EFFECTUÉE AUPRÈS DES
ENTREPRISES MEMBRES DU CPQ**

Janvier 2006

CPQ
Janvier 2006

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
1^{er} trimestre 2006

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

UNE ÉVALUATION DU CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (1)

PRÉSENTATION

1.1 Le Conseil du patronat du Québec présente ci-après sa cinquante-cinquième consultation semestrielle sur « une évaluation du climat socio-économique au Québec ».

Les résultats de cette consultation découlent de l'analyse d'un questionnaire bilingue adressé le 16 novembre 2005 aux entreprises membres du CPQ. On leur demandait notamment dans ce questionnaire d'évaluer sommairement le climat socio-économique québécois de l'année 2005 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005) et d'exprimer leurs perspectives pour l'année 2006.

Ce questionnaire a été adressé, sous pli personnel, aux présidents, vice-présidents ou directeurs exécutifs des entreprises membres du CPQ. 30 % de ces questionnaires dûment remplis ont été retournés dans les délais fixés.

1.2 Ce sont les résultats de ce questionnaire que l'on retrouve ci-après, regroupés dans quatre sections :

- a) les points saillants;
- b) l'évaluation du climat socio-économique québécois actuel et de l'année à venir;
- c) les facteurs critiques d'opération pour les entreprises;
- d) l'action gouvernementale souhaitée.

(1) Janvier 2006

1.3 Le CPQ est conscient qu'il ne s'agit pas ici d'un sondage répondant à tous les critères de la recherche scientifique. Il lui apparaît cependant qu'il s'agit d'une consultation propre à indiquer comment un échantillonnage représentatif des chefs d'entreprise québécois (les entreprises membres du CPQ) a vu le climat socio-économique du Québec en 2005 et le voyait pour l'année 2006, quitte à ce que tous ceux qui peuvent être intéressés par de tels résultats en tirent les conclusions ou les programmes d'action qu'ils jugeront à propos.

1.4 Signalons que le questionnaire original a été révisé régulièrement pour tenir compte notamment de l'évolution de bon nombre de dossiers politiques, économiques ou sociaux depuis que le CPQ a entrepris ses consultations en 1976.

Le questionnaire original avait été réalisé par la firme Sécor, en collaboration avec le secrétariat du CPQ.

* * * * *

A - LES POINTS SAILLANTS

- 1 - 30 % des entreprises membres ont répondu au questionnaire du CPQ dans les délais fixés.
- 2 - Les entreprises répondantes comptent au Québec environ 208 500 employés.
- 3 - L'évaluation de la situation actuelle au Québec est la suivante :

	(1/1/06)	(1/1/05)	(1/1/04)
a) <u>quant aux conditions économiques en général :</u>			
très bonne	12,5 %	14 %	8 %
bonne	65,0 %	63 %	61 %
passable	17,5 %	20 %	29 %
mauvaise	2,5 %	2 %	2 %
très mauvaise	2,5 %	--	--
b) <u>quant aux conditions économiques spécifiques à votre secteur :</u>			
très bonne	21,25 %	22 %	11 %
bonne	45,0 %	43 %	50 %
passable	23,75 %	27 %	22 %
mauvaise	8,75 %	7 %	15 %
très mauvaise	1,25 %	1 %	2 %
c) <u>quant au climat des relations du travail au Québec :</u> (pour l'entreprise concernée)			
très bonne	--	2 %	--
bonne	25,0 %	37 %	39 %
passable	48,75 %	51 %	50 %
mauvaise	25,0 %	9 %	9 %
très mauvaise	1,25 %	1 %	2 %
d) <u>quant au contexte politique québécois :</u>			
très bonne	--	3 %	9 %
bonne	21,25 %	51 %	62 %
passable	50,0 %	40 %	23 %
mauvaise	23,75 %	6 %	5 %
très mauvaise	5,0 %	--	1 %

	(1/1/06)	(1/1/05)	(1/1/04)
e) <u>quant au contexte politique canadien :</u>			
très bonne	--	1 %	14 %
bonne	17,5 %	47 %	69 %
passable	45,0 %	48 %	15 %
mauvaise	33,75 %	4 %	1 %
très mauvaise	3,75 %	--	1 %

4 - Les cinq facteurs suivants sont considérés les plus critiques quant à l'influence négative qu'ils ont sur l'activité économique actuelle au Québec :

- 1) La facilité de recruter du personnel qualifié (152 points)
- 2) La productivité (137 points)
- 3) Le taux de change (121 points)
- 4) Le coût de la main-d'œuvre (117 points)
- 5) La qualité du personnel (107 points)

5 - Les trois priorités d'action du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial au cours de la prochaine année devraient être :

a) Gouvernement fédéral :

- 1) Contrôle des dépenses publiques (196 points)
- 2) Réduction de la dette (115 points)
- 3) Réduction des impôts des particuliers (100 points)

b) Gouvernement provincial :

- 1) Contrôle des dépenses publiques (171 points)
- 2) Réduction de la dette (148 points)
- 3) Réduction des impôts des particuliers (93 points)

* * * * *

B - LA SITUATION QUÉBÉCOISE

(Évaluation de la situation actuelle et de l'année à venir)

L'objectif de cette section sur la situation au Québec est double : 1) connaître l'évaluation des entreprises de la situation actuelle au Québec, dans les domaines économique, social et politique; 2) établir une perception de l'évolution du climat pour l'entreprise au Québec, au cours de la prochaine année, dans les mêmes domaines.

Les réponses obtenues sont reproduites dans le tableau qui suit. Les cases indiquent la distribution des répondants et on y a accolé le pourcentage que représente ce nombre par rapport à l'ensemble des répondants pour chaque question.

VOTRE ÉVALUATION DE LA SITUATION AU QUÉBEC

1. Comment percevez-vous pour votre entreprise

	Très Bon	Bon	Passable	Mauvais	Très mauvais
a) Les conditions économiques en général	12,5%	65%	17,5 %	2,5 %	2,5 %
b) Les conditions économiques spécifiques à votre secteur	21,25%	45%	23,75 %	8,75 %	1,25 %
c) Le climat des relations du travail au Québec	--	25%	48,75 %	25 %	1,25 %
d) Le contexte politique québécois	--	21,25%	50 %	23,75 %	5 %
e) Le contexte politique canadien	--	17,5%	45 %	33,75 %	3,75 %

C - LES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES

L'objectif de cette section est de connaître les principaux facteurs qui peuvent exercer une influence considérable sur l'activité économique au Québec, par leurs conséquences sur les entreprises.

Les répondants étaient invités : 1) à choisir, parmi les dix-sept facteurs énumérés, les cinq qui leur paraissent les plus critiques; 2) à numéroter ces cinq facteurs choisis par ordre d'importance de 1 à 5; 3) à ajouter tout autre facteur affectant particulièrement leur entreprise.

Les réponses à cette question apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 4 points pour un deuxième choix, 3 points pour un troisième choix, 2 points pour un quatrième choix et 1 point pour un cinquième choix.

Liste des facteurs par ordre d'importance

	(1/1/06)		(1/1/05)
1)	La facilité de recruter du personnel qualifié (152 points)	2)	142 points
2)	La productivité (137 points)	3)	137 points
3)	Le taux de change (121 points)	1)	174 points
4)	Le coût de la main-d'œuvre (117 points)	5)	103 points
5)	La qualité du personnel (107 points)	4)	132 points
6)	Les taux d'intérêt (80 points)	9)	79 points
7)	Les lois du travail (79 points)	8)	88 points
8)	La concurrence internationale (77 points)	6)	102 points
9)	La fiscalité des entreprises (77 points)	7)	95 points
10)	Les politiques générales du gouvernement provincial (55 points)	10)	78 points
11)	La fiscalité personnelle (50 points)	11)	77 points
12)	Les politiques générales du gouvernement fédéral (44 points)	12)	57 points
13)	Autres ¹ (38 points)	15)	25 points
14)	La tarification des services publics (20 points)	16)	22 points
15)	Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement (18 points)	14)	26 points
16)	La politique linguistique (11 points)	17)	14 points
17)	Les accords internationaux de commerce (10 points)	13)	33 points

1 Marché immobilier
Politiques relatives à l'industrie des télécommunications
Politiques du gouvernement relatives aux municipalités
Coût des produits pétroliers et de l'énergie

Coût des matières premières
Taxe sur la masse salariale et taxe sur le capital
Augmentation des ventes au détail
Régime de retraite
Concurrence locale et de distribution

D - L'ACTION GOUVERNEMENTALE SOUHAITÉE

L'objectif de cette dernière section est d'établir quelles devraient être, au cours de la prochaine année, les trois priorités d'action du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Les répondants étaient appelés à indiquer, pour chaque palier de gouvernement, trois priorités par ordre d'importance (1 = le plus important).

Les réponses sur ce volet du questionnaire apparaissent ci-après, par ordre d'importance des facteurs sélectionnés. Nous avons pondéré l'ensemble des réponses en donnant 5 points pour un premier choix, 3 points pour un deuxième choix et 1 point pour un troisième choix.

PRIORITÉS D'ACTION

Gouvernement fédéral

(1/1/06)	(1/1/05)
1) Contrôle des dépenses publiques (196 points)	1) 230 points
2) Réduction de la dette (115 points)	2) 145 points
3) Réduction des impôts des particuliers (100 points)	3) 111 points
4) Réduction des impôts des sociétés (92 points)	4) 62 points
5) Les transferts fédéraux aux provinces (56 points)	5) 58 points
6) Programmes de recherche et de développement (50 points)	9) 29 points
7) L'allégement réglementaire (49 points)	6) 38 points
8) Révision des programmes sociaux (29 points)	10) 23 points
9) Les taux d'intérêt (25 points)	8) 35 points
10) Programmes d'aide à l'investissement (24 points)	12) 15 points
11) Autres ¹ (15 points)	11) 16 points
12) Aide à l'exportation (10 points)	7) 36 points

1 Réfection des infrastructures
Partenariat avec les municipalités
Politique énergétique
Régime de retraite

Gouvernement provincial

(1/1/06)	(1/1/05)
1) Contrôle des dépenses publiques (171 points)	1) 222 points
2) Réduction de la dette (148 points)	2) 135 points
3) Réduction des impôts des particuliers (93 points)	3) 121 points
4) Allègement des lois du travail (73 points)	4) 83 points
5) Réduction des impôts des sociétés (55 points)	5) 42 points
6) Allègement réglementaire (47 points)	6) 40 points
7) Politique de main-d'œuvre (39 points)	11) 22 points
8) Programmes de recherche et de développement (31 points)	10) 23 points
9) Autres ¹ (27 points)	12) 20 points
10) Aide aux universités (20 points)	8) 28 points
11) Programmes d'aide à l'investissement (16 points)	7) 39 points
12) Aide à l'exportation (7 points)	9) 25 points

- 1 Augmentation des tarifs d'électricité
Réfection des infrastructures
Développement de la main-d'œuvre
Soins de santé

* * * * *

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

ÉVOLUTION EN % DES OPINIONS SUR LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES EN GÉNÉRAL, LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, LE CLIMAT DES RELATIONS DE TRAVAIL, LE CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS ET LE CONTEXTE POLITIQUE CANADIEN

depuis janvier 1999

	Évaluation en %	Janvier 1999	Juillet 1999	Janvier 2000	Juillet 2000	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003	Janvier 2004	Janvier 2005	Janvier 2006
Conditions économiques en général	très bonne	13 %	15 %	28 %	39 %	30 %	4 %	14 %	8 %	14 %	12,5 %
	bonne	61 %	60 %	59 %	55 %	59 %	37 %	57 %	61 %	63 %	65,0 %
	passable	25 %	23 %	11 %	4 %	10 %	37 %	28 %	29 %	20 %	17,5 %
	mauvaise	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	18 %	1 %	2 %	2 %	2,5 %
	très mauvaise	--	--	--	--	--	4 %	--	--	--	2,5 %
Conditions économiques spécifiques au secteur du répondant	très bonne	13 %	10 %	22 %	29 %	22 %	9 %	16 %	11 %	22 %	21,25 %
	bonne	51 %	59 %	55 %	56 %	53 %	40 %	47 %	50 %	43 %	45,0 %
	passable	29 %	21 %	16 %	13 %	17 %	29 %	25 %	22 %	27 %	23,75 %
	mauvaise	6 %	8 %	7 %	2 %	7 %	15 %	9 %	15 %	7 %	8,75 %
	très mauvaise	1 %	2 %	--	--	1 %	7 %	3 %	2 %	1 %	1,25 %
Le climat des relations du travail au Québec dans l'entreprise du répondant	très bonne	8 %	2 %	5 %	12 %	3 %	6 %	4 %	--	2 %	--
	bonne	57 %	45 %	55 %	56 %	52 %	48 %	47 %	39 %	37 %	25,0 %
	passable	27 %	40 %	31 %	26 %	35 %	41 %	43 %	50 %	51 %	48,75 %
	mauvaise	7 %	11 %	8 %	6 %	10 %	4 %	4 %	9 %	9 %	25,0 %
	très mauvaise	1 %	2 %	1 %	--	--	1 %	2 %	2 %	1 %	1,25 %
Le contexte politique québécois	très bonne	4 %	--	--	6 %	3 %	3 %	5 %	9 %	3 %	--
	bonne	38 %	23 %	23 %	34 %	37 %	35 %	27 %	62 %	51 %	21,25 %
	passable	42 %	49 %	46 %	47 %	49 %	44 %	38 %	23 %	40 %	50,0 %
	mauvaise	14 %	25 %	26 %	11 %	10 %	16 %	27 %	5 %	6 %	23,75 %
	très mauvaise	2 %	3 %	5 %	2 %	1 %	2 %	3 %	1 %	--	5,0 %
Le contexte politique canadien	très bonne	6 %	6 %	4 %	6 %	6 %	8 %	1 %	14 %	1 %	--
	bonne	45 %	54 %	47 %	49 %	56 %	65 %	38 %	69 %	47 %	17,5 %
	passable	43 %	37 %	41 %	36 %	32 %	25 %	41 %	15 %	48 %	45,0 %
	mauvaise	5 %	2 %	7 %	9 %	6 %	2 %	15 %	1 %	4 %	33,75 %
	très mauvaise	1 %	1 %	1 %	--	--	--	5 %	1 %	--	3,75 %

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DES FACTEURS CRITIQUES D'OPÉRATION POUR LES ENTREPRISES QUANT À LEUR RANG depuis le 1^{er} janvier 1999

	1/1/99	1/7/99	1/1/00	1/7/00	1/1/01	1/1/02	1/1/03	1/1/04	1/1/05	1/1/06
1) Les taux d'intérêt	3	2	8	1*	4	8	11	7	9	6
2) Le taux de change	1	6	5	6*	7	1	9	1	1	3
3) La concurrence internationale	10	7	10	11	8	11	10	6	6	8*
4) La fiscalité des entreprises	7	9	6	7*	9 *	6	5	11	7	9*
5) La fiscalité personnelle	4	3	1	4	2 *	3	6*	10	11	11
6) La tarification des services publics	13	12	12	13	13	12	14	14	16	14
7) Le coût de la main-d'œuvre	8	10	7	9	5	4	4	4	5	4
8) Les lois du travail	9	8	11	10	11	10	8	9	8	7
9) La facilité de recruter du personnel qualifié	11	11	2	3	1	7	2	3	2	1
10) La qualité du personnel	5	5	3	2*	3 *	2	1	5	4	5
11) La productivité	2	1	4	5	6	5	3	2	3	2
12) Les politiques générales du gouvernement provincial	6	4	9	8	10 *	9	7*	8	10	10
13) Les politiques générales du gouvernement fédéral	12	13	13	12	12	13	12	12	12	12
14) Les accords internationaux de commerce	16	17	16	16*	15	14	13	13	13	17
15) La politique linguistique	17	16	15	17*	17	17	17	17	17	16
16) Les politiques gouvernementales relatives à l'environnement	14*	14	14	14	14	15	15	15	14	15
17) Autres	15*	15	17	15	16	16	16	16	15	13

* *Ex æquo*